

THE INSIDE TRACK

DES INFORMATIONS CONCISES SUR LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le Inside Track CDH49:

La 49e session ordinaire du Conseil des Droits de l'Homme

Du lundi 28 février au vendredi 1 avril 2022

(session de 5 semaines), Salle XIX, Palais des Nations / en ligne



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP



S.E. Federico Villegas, Représentant permanent de la République d'Argentine, a été élu Président du Conseil pour son seizième cycle le 6 décembre 2021.

EN BREF

■ Plus de 113 hauts dignitaires et représentants présenteront leurs déclarations au cours des trois jours du CDH49, qui se déroulera de manière hybride. Jusqu'à présent, un total de deux chefs ou vice-chefs d'État, cinq chefs ou vice-chefs de chefs de gouvernement, et 73 ministres ou vice-ministres sont programmés pour s'adresser au Conseil. Le Secrétaire général des Nations Unies, S.E. M. Antonio Guterres, ainsi que le Président de l'Assemblée générale des Nations unies, S.E. M. Abdulla Shahid, prononceront également un discours pour l'ouverture des débats.

■ Le 7 mars, S.E. Mme Michelle Bachelet, Haute-Commissaire pour les droits de l'homme, présentera un compte-rendu oral de son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le monde. Ce compte-rendu oral servira de base au débat général les 7 et 8 mars.

■ Au cours de la session, le Conseil examinera les rapports portant sur des situations de pays spécifiques préparés par la Haute-Commissaire et le Secrétaire général concernant entre autres : l'Afghanistan, le Birmanie, la Colombie, Chypre, le Guatemala, l'Honduras, le Nicaragua, le Territoire palestinien occupé, le territoire occupé du plateau du Golan en Syrie, et le Soudan du Sud. De plus, la Haute-Commissaire présentera ses comptes rendus oraux sur la situation à Chypre, l'Érythrée, la République démocratique du Congo, la République populaire démocratique de Corée, le Soudan, le Tigré, l'Ukraine et (la République bolivienne du) Venezuela.

■ Le Conseil examinera également les rapports de la Haute-Commissaire et du Secrétaire général sur un certain nombre de questions thématiques, notamment :

- La lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination et l'incitation à la violence contre les personnes basés sur leur religion ou croyance;
- Une approche globale pour la promotion, la protection et le respect dans la pleine jouissance des droits des femmes et filles dans les situations humanitaires;
- La contribution au respect de tous les droits humains et libertés fondamentales et le maintien des principes de la Charte des Nations Unies;
- L'assistance technique et son financement, à l'échelle du système, et le renforcement des capacités aidant la mise en œuvre par les États de leurs obligations en matière de droits humains, et les lacunes existantes dans ces domaines ;
- Les droits humains impliquant le manque d'accès et de distribution équitable du vaccin COVID-19 qui creuse les inégalités entre les États;
- L'impact et les répercussions des mesures prises par les gouvernements en réponse à la pandémie de COVID-19 sur la sécurité et le travail des journalistes et des médias;
- L'impact de l'acquisition, la possession et l'utilisation d'armes à feu par des enfants et jeunes civils ;

- Des mesures prises pour rendre effective la résolution 9/8 du Conseil des Droits de l'Homme et des obstacles, notamment les recommandations pour améliorer son effectivité, son harmonisation et réformer le dispositif conventionnel ;
- Les standards et obligations découlant du droit international en matière de promotion et protection des droits des personnes âgées;
- La question des droits économiques, sociaux et culturels et leur réalisation dans tous les pays;
- Le droit de réunification de l'enfant et sa famille

■ Le Conseil examinera les rapports de **21 procédures** spéciales (sept spécifiques à un pays et quatorze thématiques) et organisera des dialogues interactifs avec, notamment celles portant sur les mandats suivants: le logement adéquat ; l'albinisme ; la lutte antiterroriste ; les droits culturels ; l'environnement ; l'alimentation ; la liberté de religion ; la dette étrangère ; les défenseurs des droits de l'Homme ; les minorités ; les personnes en situation de handicap ; la vie privée ; la vente d'enfants ; la torture ; le Cambodge ; la République populaire démocratique de Corée ; l'Érythrée ; la (République islamique d') Iran ; le Mali ; le Myanmar et le Territoire occupé de la Palestine. Conformément à **HRC/PRST/OS/13/1**, tous les dialogues interactifs (DI) seront individuels.

■ De plus, le Conseil tiendra des dialogues interactifs avec l'aide de plusieurs **mécanismes d'enquête**, dont la Commission des droits humains dans le Soudan du Sud, la Mission d'observation au Venezuela et la Commission d'enquête de la République arabe syrienne.

■ Le Conseil devrait adopter entre **32 et 35 projets de résolution et autres textes**. La date limite pour soumettre un projet de résolution a été fixée au **23 mars 2022 à 13 heures**. Il est également prévu que onze nouveaux titulaires de mandat soient nommés, dont le Rapporteur spécial pour la promotion et la protection des droits de l'Homme dans le contexte climatique, le Rapporteur Spécial pour la situation des droits de l'Homme en Afghanistan, le Rapporteur Spécial pour la situation des droits de l'Homme au Burundi, le Rapporteur Spécial pour la situation des droits de l'Homme dans le territoire occupé de la Palestine, trois membres du Groupe d'Experts sur les droits des personnes indigènes (des États d'Europe centrale et de l'Est, des États d'Amérique centrale et du Sud, et des États du Pacifique), un membre du Groupe de travail d'Experts sur la détention arbitraire (des États d'Europe de l'Ouest ou autres), un membre pour le Groupe de travail d'Experts sur les disparitions forcées (des États de l'Indo-Pacifique), un membre du Groupe de travail d'Experts sur la question des droits de l'Homme et des entreprises transnationales ou autres entreprises (des États d'Asie-Pacifique), et un membre du Groupe de travail d'Expert sur l'utilisation de mercenaires (des États d'Amérique latine et des Caraïbes). De plus amples informations sur le processus de nomination et les candidats sont disponibles [ici](#).

Pour obtenir la version intégrale du programme de travail pour la 49e session, cliquez [ici](#).

IMPACT DES MESURES SPÉCIALES POUR COMBATTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19 LORS DU CDH

Au vu de la pandémie de COVID-19 en cours, des modalités extraordinaires similaires à celles utilisées lors des CDH47 et CDH48 devraient se poursuivre, dans le plein respect des textes institutionnels et en conformité avec l'évaluation sanitaire et les annonces faites par le Conseil fédéral suisse concernant la prévention de la propagation du COVID-19.

Ces mesures extraordinaires comprennent :

- Le CDH HRC49 se tiendra en sale **Salle XIX**.
- Durant la conférence, **les dignitaires** sont accompagnés au maximum par deux personnes. Les dignitaires auront l'opportunité de présenter leur déclaration en personne ou par des vidéos enregistrées au préalable.
- En dehors du segment de haut niveau, **l'accès à la Salle XIX sera limité à une seule personne par délégation**. Tout au long du CDH49, les délégations étatiques auront la possibilité de présenter leur déclaration en personne, par des vidéos enregistrées au préalable ou en utilisant Zoom.
- Tous les participants du CDH49 doivent être **accrédités par INDICO**, qu'ils participent en personne ou en ligne. En faisant la demande d'accréditation, les délégués doivent indiquer s'ils possèdent déjà un pass temporaire ou annuel au UNOG et si oui, ils doivent télécharger une photo de cette accréditation dans le champ approprié de la plateforme INDICO. Il est obligatoire pour tous les participants de fournir un numéro de téléphone valide.

- Les **messages vidéos** devront être téléchargés sur le **système d'inscription en ligne** (<http://spreg.ohchr.org/>), qui ouvre le 22 février à 14h et ferme 24h avant le début de la réunion avec le débat prévue. Cependant, les délégations peuvent toujours s'inscrire ou annuler par email (ohchr-hrclistofspeakers@un.org). La deadline pour le téléchargement des vidéos est au moins deux heures avant le début du débat pour lequel le document était soumis.

- Les **procédures spéciales, membres de mécanismes d'enquête ou panélistes**, qui ne peuvent pas se rendre à Genève, sont fortement encouragés à enregistrer des messages vidéos.

- Lors de l'inscription aux **panels**, les États seront invités à classer les panels dans l'ordre de leurs priorités, les créneaux d'intervention étant attribués par le système en tenant compte de ces priorités. Si le nombre d'États indiquant la plus haute priorité pour un panel particulier dépasse le nombre maximum de créneaux de parole disponibles, les créneaux seront attribués selon le principe du premier arrivé, premier servi.

- Les **ONGs qui ont un statut consultatif avec ECOSOC et les National Human Rights Institutions (NHRIs) avec un statut A** peuvent présenter une déclaration en personne à la Salle XIX ou par vidéos enregistrées au préalable pour tous les dialogues interactifs, discussions de panel et d'adoption des examens périodiques universels. Les messages vidéos seront téléchargés directement sur le système d'inscription en ligne (<http://ngoreg.ohchr.org/>). La deadline de téléchargement des vidéos est à 18 heures le jour avant le début du débat pour laquelle le document était soumis.

● Les ONGs qui ont un statut consultatif avec ECOSOC et les National Human Rights Institutions (NHRIs) avec un statut A sont invités à présenter leurs déclarations pour les débats généraux par messages vidéos uniquement.

● Les représentants qui souhaitent soulever des points d'ordre lorsqu'ils ne sont pas dans la salle peuvent alerter le Secrétariat en utilisant la fonction "lever la main" sur Zoom. Le président interrompt alors le débat et donne la parole, via la plateforme Zoom, à la délégation qui a soulevé le point d'ordre.

● Les représentants souhaitant exercer leur droit de réponse virtuellement peuvent le faire en envoyant une demande à hrclistofspeakers@ohchr.org. Ils recevront une invitation à un appel vidéo cinq minutes avant que le droit de réponse soit exercé. Le Secrétariat testera la connexion, en s'assurant que le son et la vidéo fonctionnent. Le représentant pourra suivre ce qui se passe dans la salle XIX sur la plateforme et entendra quand la parole lui sera donnée. À ce moment-là, le représentant pourra débiter son intervention.

● Conformément aux textes institutionnels, chaque projet de résolution et/ou de décision devra faire l'objet d'au moins une consultation informelle ouverte avant d'être examinée par le Conseil.

● Les principaux auteurs des projets de résolution sont encouragés à organiser des réunions informelles virtuelles ou en personne à Salle XXI. Les délégations peuvent écrire au point focal compétent du Secrétariat du Conseil (mkumar@ohchr.org) pour obtenir de l'aide afin de mettre en place une participation virtuelle aux salles informelles via la plateforme WebEx. Si des consultations informelles sont organisées virtuellement, les Core Groups doivent en informer le Secrétariat du CDH afin que la réunion soit incluse dans l'application en ligne « Sched ».

● Les événements parallèles ne pourront pas se dérouler à l'intérieur du Palais des Nations lors du CDH49 en raison des travaux de construction en cours liés au Plan stratégique patrimonial. Toutefois, des événements parallèles virtuels peuvent être répertoriés sur l'Extranet à des fins d'information.



La Salle XIX au Palais des Nations servira de salle pour les réunions plénières pendant la 49e Session du Conseil des Droits de l'Homme.

MESURES POUR AIDER LES PETITES DÉLÉGATIONS PENDANT LE CDH

Le Bureau d'assistance du CDH pour les PEID et les PMA vise à, virtuellement, faciliter la compréhension des sujets abordés lors du CDH et renforcer la participation des délégations de petits États pendant la session. Le Bureau d'assistance peut être joint avant, pendant, et après la session par courriel (HRCdesksmallPM@ohchr.org) ou par téléphone/WhatsApp +41 (0) 79 500 00 32. Le Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des PMA et PEID aux travaux du Conseil des droits de l'Homme est également disponible pour des consultations en ligne sur demande.

L'utilisation de l'outil en ligne de « E-Delegate » continuera afin de faciliter le travail des délégations lors du CDH. Cet outil permettra aux délégations de diffuser, soumettre et parrainer des résolutions, entre autres. Il est accessible à ce [lien](https://edelegate.un.int)¹.

Les délégués pourront continuer à utiliser l'application “[HRC49 Sched](#)” pour personnaliser leurs agendas et les synchroniser avec leurs calendriers. HRC49 Sched fournit des détails sur les réunions plénières ainsi que sur les autres réunions prévues parallèlement à la session du Conseil des droits de l'homme au Palais des Nations. Veuillez noter que les détails des réunions sont susceptibles d'être modifiés et seront mis à jour quotidiennement.

1 <https://edelegate.un.int>

LES RÉUNIONS-DÉBATS

Il est prévu que le CDH49 tienne sept réunions-débats et une réunion thématique sur les thèmes suivants :

- Panel annuel de haut niveau sur la prise en compte systématique des droits humains – la contribution de la participation universelle à la prise en compte systématique des droits humains grâce au système des Nations Unies à l'occasion du 10e anniversaire de Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des PMA et PEID aux travaux du Conseil des droits de l'Homme (28 février)
- Réunion sur l'amélioration de la coopération technique et des capacités pour promouvoir et protéger les droits des personnes vulnérables dans des situations de marginalisation dans un contexte d'efforts de rétablissement pendant et après la pandémie du COVID19 (7 mars)
- Réunion annuelle sur une journée sur les droits de l'enfant – le droit à la réunification avec la famille (9 mars)
- Panel sur la façon d'assurer un accès universel, équitable, abordable, et en temps aux vaccins en réponse à la pandémie de COVID19 pour tous les pays (10 mars)
- Débat interactif annuel sur les droits des personnes en situation d'handicap – statistiques et collection de données en accord avec l'article 31 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (14 mars)
- Panel sur l'importance de politiques publiques et de services de protection des droits économiques, sociaux et culturels robustes pour soutenir le rétablissement après la pandémie de COVID 19 (22 mars)
- Débat sur la commémoration de la Journée internationale pour l'Élimination de la Discrimination raciale - voix pour l'action contre le racisme (28 mars)

Des notes sur ces débats seront disponibles [ici](#)¹.

WHAT'S IN PRINT?

Au cours du CDH49, les États examineront 96 rapports préparés par le Secrétaire général, la Haute-Commissaire, les Groupes de travail et/ou des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

Ces rapports de l'ONU, mandatés par le Conseil via des résolutions précédentes, seront disponibles [ici](#)² une fois publiés.

5 <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session49/Pages/49RegularSession.aspx>

6 <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session49/Pages/ListReports.aspx>

'NUMBRE L' – PROJETS DE RÉOLUTIONS ET AUTRES TEXTES DU HRC49⁷

Sur la base des annonces faites lors de la réunion d'organisation du CDH49, du calendrier volontaire des initiatives régulières, et des initiatives récurrentes de l'année précédente (CDH46), les projets de résolution et autres textes suivants devraient être déposés lors du CDH49. Avant leur adoption, ces textes feront l'objet d'au moins un cycle de consultation informelle ouverte avec les délégations intéressées.

RÉSOLUTIONS PORTANT SUR LA SITUATION D'UN PAYS

(* = Initiative formellement annoncée pendant la réunion organisationnelle du CDH49)

Objet résolution	Parrain(s) principal(aux) ⁸	Point suppose à l'ordre du jour	Historique du vote ⁹
Promotion et protection des droits humains au Nicaragua	Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Paraguay, Pérou	2	Vote (20-8-18)
Situation des droits humains dans le Territoire occupé de Palestine, impliquant l'Est de Jérusalem, et l'obligation d'assurer la justice et la responsabilité*	Pakistan (OCI)	2	Vote (32-6-8)
Situation des droits humains en Biélorussie avant l'élection présidentielle de 2020 et ses conséquences*	France (UE)	4	Vote (20-7-20)
Situation des droits humains dans la République démocratique populaire de Corée*	France (UE)	4	Consensus
Situation des droits humains dans la République islamique d'Iran*	Albanie, Etats-Unis, Norvège, Royaume-Uni	4	Vote (21-12-14)

8 Based on main sponsors of previous resolutions.

9 Vote results from the last time the resolution was adopted by the Council. Vote results are represented as (YES – NO – ABSTAIN)

Situation des droits humains au Myanmar*	France (UE)	4	Consensus
Situation des droits humains au Soudan du Sud*	Islande, Macédoine du Nord, République de Moldavie, Royaume-Uni	4	Vote (20-16-11)
Situation des droits humains dans la République arabe syrienne*	Allemagne, États-Unis, France, Italie, Jordanie, Kuwait, Pays-Bas, Qatar, Royaume-Uni, Turquie	4	Vote (23-7-17)
Droit du peuple palestinien à l'autodétermination*	Pakistan (OCI)	7	Vote (42-3-2)
Droits humains dans le territoire occupé syrien Golan*	Pakistan (OCI)	7	Vote (26-18-3)
Les colonies israéliennes dans le Territoire occupé de la Palestine, dont l'Est de Jérusalem, et dans le territoire occupé du Plateau du Golan en Syrie*	Pakistan (OCI)	7	Vote (36-3-8)
Assistance technique et renforcement des capacités au Mali en matière de droits humains*	Côte d'Ivoire (Groupe Africain)	10	Consensus
Assistance technique et renforcement des capacités au Soudan du Sud*	Côte d'Ivoire (Groupe Africain)	10	Consensus
Coopération avec la Géorgie*	Géorgie	10	Vote (19-8-19)

RÉSOLUTIONS THÉMATIQUES

(* = annoncées pour la première fois pendant une réunion d'organisation CDH49)

Objet de la résolution	Parrains principal(aux) ¹⁰	Point suppose à l'ordre du jour	Periodicité ¹¹	Historique du vote ¹²
Assurer l'accès équitable, abordable, universel et en temps, aux vaccins contre la pandémie COVID19 pour tous les pays*	Azerbaïdjan (NAM), Équateur	3	Annuel	Consensus
Commémoration du trente-cinquième anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement	Azerbaïdjan (NAM)	3	Suivi de l'initiative de la résolution 31/4 du CDH	N/A
Droit à alimentation*	Cuba	3	Annuel	Consensus
Droit au travail*	Égypte, Grèce, Indonésie, Mexique, Roumanie	3	Biannuel	Consensus
Droits culturels et la protection de l'héritage culturel*	Argentine, Chypre, Éthiopie, Grèce, Irak, Irlande, Italie, Mali, Pologne, Serbie, Suisse	3	Biannuel	Consensus
Droits des enfants*	France (UE), Uruguay (GRULAC)	3	Annuel	Consensus

¹⁰ Based on main sponsors of previous resolutions.

¹¹ Based on the voluntary calendar of thematic resolutions.

¹² Vote results from the last time the resolution was adopted by the Council. Vote results are represented as (YES – NO – ABSTAIN)

Droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques*	Autriche, Mexique, Slovénie	3	Biannuel	Consensus
Effets de la dette étrangère et autres obligations financières des États dans leur jouissance des droits humains, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels*	Cuba	3	Annuel	Vote (28-14-4)
La liberté de religion*	France (UE)	3	Annuel	Consensus
Les Défenseurs des droits humains dans les situations de conflit ou post-conflit*	Norvège	3	Biannuel	Consensus
Le rôle des États dans la lutte contre l'impact négatif de la désinformation sur les droits humains*	Ukraine	3	Nouvelle Initiative	N/A
L'impact négatif des mesures coercitives unilatérales dans la jouissance des droits humains*	Azerbaïdjan (NAM)	3	Annuel	Vote (30-15-2)
Mandat du Rapporteur Spécial sur la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste*	Mexique	3	Triannuel	Consensus

Participation des personnes en situation de handicap dans le sport*	Mexique, Nouvelle-Zélande	3	Biannuel	Consensus
Prévention du génocide*	Arménie	3	Biannuel	Consensus
Promotion de la jouissance des droits culturels de tous et du respect de la diversité culturelle*	Cuba	3	Annuel	Consensus
Promotion et protection des droits économiques, sociaux et culturels, et les inégalités mises en lumière par le COVID19*	Bolivie (État plurinational de), Chine, Égypte, Pakistan	3	Nouvelle initiative	N/A
Un logement adéquat comme composant du droit à un niveau de vie décent, et le droit à la non-discrimination dans ce contexte*	Allemagne, Brésil, Finlande, Namibie	3	Biannuel	Consensus
La lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence contre les personnes basés sur leur religion ou croyance*	Pakistan (OCI)	9	Annuel	Consensus
Renforcement du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des PMA et PEID aux travaux du Conseil des droits de l'Homme*	Les îles de la Barbade, Burkina Faso, Djibouti, les Maldives, l'île Maurice, Maroc, Pays-Bas, Norvège, Sénégal, Singapour, Suisse, Turquie	10	Nouvelle initiative	N/A

LES MÉCANISMES DU CONSEIL

SPECIAL PROCEDURES

14 procédures spéciales thématiques (Rapporteurs spéciaux, Experts indépendants et Groupes de travail) présenteront leurs rapports (y compris ceux issus de missions dans des pays) lors du CDH49. En outre, sept procédures spéciales spécifiques à un pays (Rapporteurs spéciaux et Experts indépendants) présenteront des rapports/comptes rendus oraux sur la situation des droits de l'homme dans les pays couverts par leurs mandats et leur engagement avec le(s) État(s) concerné(s). Le 22 mars, Victor Madrigal-Borloz, président du Comité de coordination des procédures spéciales, présentera également le rapport annuel des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.

MANDATS AYANT POUR OBJET LA SITUATION DANS UN PAYS

Mandat	Présentation du rapport/compte-rendu oral et dialogue interactif ^{f3}
Rapporteur Spécial sur l'Érythrée	3 mars
Rapporteur Spécial sur la République islamique d'Iran	17 mars
Rapporteur Spécial sur le Myanmar	18 mars
Rapporteur Spécial sur la République démocratique populaire de Corée	21 mars
Rapporteur Spécial sur le Territoire occupé de Palestine	24 mars
Expert Indépendant sur le Mali	28 mars
Rapporteur Spécial sur le Cambodge	29 mars

MANDATS THÉMATIQUES

Mandat	Présentation du rapport et dialogue interactif	Rapport de mission dans le pays
Rapporteur Spécial sur les droits culturels	8 mars	
Rapporteur Spécial sur les droits des enfants	8 – 9 mars	Monténégro
Expert Independent sur la dette étrangère	9 – 10 mars	
Rapporteur Spécial sur la liberté de religion	10 mars	
Rapporteur Spécial sur la vie privée	10 mars	
Rapporteur Spécial sur le droit à un environnement sain	10 mars	Saint-Vincent et les îles Grenade



Rapporteur Spécial sur la torture	11 mars	
Rapporteur Spécial sur les défenseurs des droits humains	11 mars	
Rapporteur Spécial sur le droit à l'alimentation	11 mars	
Rapporteur Spécial sur les droits des personnes en situation de handicap	14 mars	
Rapporteur Spécial dans la lutte antiterroriste	14 mars	Ouzbékistan
Expert indépendant sur l'albinisme	15 mars	
Rapporteur Spécial sur le logement adéquat	16 mars	
Rapporteur Spécial sur les questions relatives aux minorités	22 mars	États-Unis d'Amérique



FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE À L'APPUI DE LA PARTICIPATION DES PMA ET PEID AUX TRAVAUX DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le **Fonds d'affectation spéciale** visant à soutenir la participation des PMA et des PEID aux travaux du Conseil, créé en 2012, soutiendra un dignitaire du Bénin dans sa participation au CDH49. Cet État n'a pas de Mission Permanente aux Nations Unies à Genève. La biographie de la délégation participante peut être trouvée [ici](#).



Rencontre entre les bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale PMA/PEID et l'Ambassadeur Nazhat Khan, Président du Conseil des droits de l'homme, lors de la 48e Session ordinaire.

EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

**LES RÉSULTATS DE L'EPU DE 15 ÉTATS
SERONT EXAMINÉS EN VUE D'UNE
ADOPTION PAR LE CONSEIL LORS DU
CDH49 (PRÉVU LES 23 ET 24 MARS 2022)**

ANTIGUA-ET-BARBUDA, GRÈCE,
ESWATINI, HONGRIE, IRLANDE,
PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE,
SAINT VINCENT ET LES ILES
GRENADINE, SAMOA, SURINAME,
TADJIKISTAN, THAÏLANDE, TRINIDAD
ET TOBAGO, TANZANIE

THÈMES LES PLUS FRÉQUENTS DU CDH49*





PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP

The content of this document does not represent the official position of the Permanent Mission of Singapore